



Règlement local de publicité –

Le règlement local de publicité complète et modifie le régime général fixé par le code de l'environnement, parties législatives et réglementaire. Les dispositions de la réglementation nationale non expressément modifiées par le présent règlement sont applicables en totalité.

**Déclarations**

L'installation, la modification ou le remplacement d'un dispositif ou d'un matériel qui supporte de la publicité fait l'objet d'une déclaration préalable.

Les préenseignes dont les dimensions excèdent 1 mètre en hauteur ou 1,5 mètre en largeur sont également soumises à déclaration préalable.

**Autorisations**

Dans les zones où elles sont admises, les publicités lumineuses sont soumises à autorisation.

Les enseignes sont soumises à autorisation sur l'ensemble du territoire communal (article L.581-18 du code de l'environnement).

L'autorisation est accordée ou refusée par le maire, selon la procédure énoncée par les articles R.581-9 à R.581-21 du code de l'environnement, après avis de l'architecte des Bâtiments de France lorsque celui-ci est requis.

Cette autorisation peut être refusée si l'enseigne, par ses dimensions, ses couleurs, ses matériaux ou son implantation porte atteinte à la qualité de la façade, aux lieux avoisinants, aux perspectives monumentales, aux paysages ou à l'environnement.

**Autres réglementations applicables**

Indépendamment du code de l'Environnement et des décrets pris pour son application, publicités, enseignes et préenseignes sont soumises à d'autres réglementations (code de la route, code du patrimoine...)

**Zonage**

Trois zones sont instituées sur le territoire aggloméré d'Argelès-sur-Mer :

- la zone 1 correspond au centre-ville et au littoral ;
- la zone 2 correspond à certains grands axes de circulation et au parc d'activités ;
- la zone 3 correspond aux secteurs agglomérés qui ne sont pas compris dans les zones 1 ou 2.

**Lieux situés hors agglomération**

Hors agglomération, les enseignes sont soumises aux dispositions de la zone 3. Les préenseignes dérogatoires sont admises dans les conditions définies par le règlement national de publicité.

**Annexes**

Sont annexés au présent règlement :

- le document graphique faisant apparaître les zones ;
- l'arrêté municipal fixant les limites de l'agglomération. Celles-ci sont également représentées sur un document graphique ;

## **TITRE I : DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES LES ZONES.**

### Article A.1 : Protection des espaces naturels

Toute publicité est interdite dans les zones A et les zones N définies au plan local d'urbanisme d'Argelès-sur-Mer.

Toute publicité hors publicité supportée par le mobilier urbain est interdite à moins de 500 mètres d'un monument historique.

Le plan annexé au présent règlement fait apparaître ces zones.

### Article A.2 : Publicités sur pignons et façades

Les publicités sont admises sur les murs des bâtiments d'habitation lorsque ceux-ci ne comportent aucune ouverture ou une ouverture d'une surface inférieure à 0,50 mètre carré.

### Article A.3 : Publicité supportée par le mobilier urbain

La publicité supportée par le mobilier urbain est autorisée sur l'ensemble du territoire aggloméré, y compris dans les lieux visés à l'article L. 581-8 du Code de l'environnement. Elle n'est traitée que dans les articles spécifiques à celle-ci, sauf renvoi exprès à d'autres dispositions.

### Article A.4 : Enseignes temporaires

Les enseignes temporaires commerciales peuvent être apposées au maximum 10 jours avant et retirées au maximum 3 jours après l'événement qu'elles annoncent.

L'emploi de banderoles, de calicots et autres fanions est admis pour l'annonce de manifestations exceptionnelles.

### Article A.5 : Calcul de la surface des dispositifs

Hors mobilier urbain, la surface des dispositifs publicitaires prise en compte s'entend avec l'encadrement, hors pied.

La surface de la publicité supportée par le mobilier urbain est celle de l'affiche ou de l'écran.

### Article A.6 : Horaires d'extinction

Les publicités lumineuses sont éteintes entre 23 heures et 7 heures, à l'exception de celles qui sont supportées par le mobilier urbain.

Les enseignes lumineuses sont éteintes entre 23 heures et 7 heures, lorsque l'activité signalée a cessé.

Il peut être dérogé à ces obligations d'extinction lors d'événements exceptionnels définis par arrêté municipal.

### Article A.7 : Publicités lumineuses et enseignes lumineuses à l'intérieur des vitrines

La surface cumulée des publicités lumineuses et les enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial n'excède pas 20 % de la surface cumulée des vitrines.

Elles sont éteintes entre 23 heures et 7 heures.

## **TITRE II : REGLES PROPRES A CHAQUE ZONE**

### **Chapitre 1 : Dispositions applicables à la zone 1**

#### Article 1.1 : Définition de la zone

Cette zone correspond :

- 1) Au centre ancien de la ville,
- 2) Au littoral.

Elle est repérée en orange sur le plan annexé.

#### Article 1.2 : Publicité non-lumineuse autre que celle qui est supportée par le mobilier urbain

La publicité de petit format est admise dans les conditions du règlement national de publicité.

La publicité non-lumineuse sur palissades de chantier est admise sauf lorsque celle-ci est implantée dans les lieux visés aux 1° et 2° du I de l'article L.581-8.

Un seul dispositif installé directement sur le sol de type chevalet peut être autorisé par établissement ne disposant pas de terrasse sur le domaine public. Il est posé au droit de la devanture, à proximité immédiate de celle-ci. Utilisable au recto et au verso, ses dimensions n'excèdent pas 1 mètre en hauteur et 0,7 mètre en largeur.

Ces dispositifs sont soumis à autorisation de voirie. Ils respectent la réglementation relative aux personnes à mobilité réduite et ne nuisent pas à la sécurité des piétons.

Toute autre forme de publicité murale, scellée au sol ou installée directement sur le sol est interdite.

#### Article 1.3 : Publicité lumineuse autre que celle qui est supportée par le mobilier urbain

Elle est interdite.

#### Article 1.4 : Enseignes à plat et perpendiculaires

Les enseignes sur balcon ou marquise sont interdites. Les enseignes ne peuvent masquer ou altérer les éléments de modénature de la composition des façades.

##### 1.4.1 Enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur

La hauteur maximale autorisée des lettres est de 0,50 mètre. La hauteur maximale autorisée des graphismes (sigles, logos) est de 0,60 mètre.

Lorsque l'enseigne dépasse le niveau du plancher bas du 1<sup>er</sup> étage de l'immeuble, elle est composée de lettres et graphismes découpés. Les lettres et graphismes découpés sont préférables dans tous les cas.

##### 1.4.2 Enseignes perpendiculaires

Sur chaque voie le bordant, un établissement n'installe pas plus d'une enseigne perpendiculaire au mur. Les établissements qui abritent plusieurs activités (exemple : tabac + presse) peuvent toutefois installer plusieurs enseignes perpendiculaires, dans la limite de trois dispositifs.

La surface du rectangle d'enveloppe de chaque enseigne perpendiculaire n'excède pas 0,50 mètre carré.

La saillie par rapport au mur qui la supporte ne peut excéder 1 mètre.

Le haut de l'enseigne ne dépasse pas le niveau haut des fenêtres du 1<sup>er</sup> étage de l'immeuble.

Le bas de l'enseigne ne peut se trouver à moins de 2,50 mètres du sol.

Les mesures sont prises au pied de la façade.

#### Article 1.5 : Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol

Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol ne sont admises que sur les terrasses concédées sur le domaine public.

#### Article 1.6 : Enseignes sur toiture ou terrasse en tenant lieu

Les enseignes sur toiture ou terrasse en tenant lieu sont interdites.

#### Article 1.7 : Enseignes numériques

Les enseignes numériques scellées au sol ou installées directement sur le sol sont interdites. La surface d'une enseigne numérique murale n'excède pas 1 mètre carré.

### **Chapitre 2 : Dispositions applicables à la zone 2**

#### Article 2.1 : Définition de la zone

Cette zone recouvre :

- D'une part, les voies suivantes :
  - avenue d'Hürth, côté nord, de l'entrée de ville est jusqu'à la rue Picasso ;
  - avenue de Montgat, de l'entrée de ville nord jusqu'à l'avenue d'Hürth.

Sur chacune de ces voies, la zone 2 s'étend sur une profondeur de 20 mètres à partir de l'axe central de la chaussée.

- D'autre part le parc d'activités, défini par le périmètre suivant : Avenue de Montgat, avenue d'Hürth, RD 914.

Toute publicité lisible de la RD 914 est interdite. Dans le cas de publicités ou de préenseignes implantées en agglomération, la distance de lisibilité est fixée à 100 mètres de la voie. Cette distance est mesurée depuis le bord extérieur de la chaussée (fil d'eau).

Toute publicité est interdite sur la partie sud de l'avenue d'Hürth, de l'entrée de ville est à la rue Talrich.

Elle est repérée en rouge sur le plan annexé.

#### Article 2.2 : Publicité autre que celle qui est supportée par le mobilier urbain

Un dispositif scellé au sol ou installé directement sur le sol est visuellement de type « monopied ». Ce pied est vertical, sa largeur n'excède pas le quart de la largeur totale du dispositif.

Lorsque le dispositif est exploité recto-verso, les deux faces ne doivent pas présenter de séparations visibles : la juxtaposition de plateaux, à « flancs ouverts » est interdite.

Lorsque le dispositif est simple face, son dos est carrossé.

#### Article 2.3 : Publicité lumineuse autre que celle qui est supportée par le mobilier urbain

La publicité éclairée par projection ou transparence est admise.

La publicité sur toiture ou terrasse en tenant lieu est interdite.

La publicité numérique peut être autorisée. Sa surface unitaire n'excède pas 4 mètres carrés.

#### Article 2.4 : Densité des publicités

Les dispositifs se conforment à la règle de densité du règlement national de publicité.

En outre, un seul dispositif publicitaire scellé au sol ou installé directement sur le sol peut être installé par côté d'unité foncière. Les dispositifs peuvent être double face.

#### Article 2.5 : Enseignes sur toiture ou terrasse en tenant lieu

Les enseignes sur toiture ou terrasse en tenant lieu sont interdites.

#### Article 2.6 : Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol

Le long de chaque voie bordant l'unité foncière où est installée l'activité, les enseignes scellées au sol ou installées directement dans le sol sont limitées à un dispositif.

Lorsque plusieurs activités sont implantées sur une même unité foncière, leurs messages doivent être regroupés sur un seul et unique dispositif le long de chaque voie bordant l'unité foncière. De forme libre, il s'inscrit obligatoirement dans un volume présentant les caractéristiques suivantes :

Hauteur maximum : 4,5 mètres

Largeur maximum : 1,2 mètre

Epaisseur maximum : 0,50 mètre

Des drapeaux ou oriflammes peuvent être autorisés. Ils doivent être changés dès qu'ils sont salis ou endommagés.

#### Article 2.7 : Enseignes numériques

Les enseignes numériques scellées au sol ou installées directement sur le sol sont interdites.

La surface d'une enseigne numérique n'excède pas 8 mètres carrés.

### **Chapitre 3 : Dispositions applicables à la zone 3**

#### Article 3.1 : Définition de la zone

Elle est constituée par les parties du territoire communal aggloméré qui ne sont comprises ni en zone 1 ni en zone 2.

Elle est repérée en jaune sur le plan annexé.

#### Article 3.2 : Publicité autre que celle qui est supportée par le mobilier urbain

Les publicités scellées au sol ou installées directement sur le sol sont interdites.

#### Article 3.3 : Publicité lumineuse autre que celle qui est supportée par le mobilier urbain

La publicité éclairée par projection ou transparence est admise.

La publicité sur toiture ou terrasse en tenant lieu est interdite.

La publicité numérique est interdite.

#### Article 3.4 : Publicité sur bâche

Les publicités sur bâche sont interdites.

#### Article 3.5 : Enseignes sur toiture ou terrasse en tenant lieu

Les enseignes sur toiture ou terrasse en tenant lieu sont interdites.

#### Article 3.6 : Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol

Le long de chaque voie bordant l'unité foncière où est installée l'activité, les enseignes scellées au sol ou installées directement dans le sol sont limitées à un dispositif.

Lorsque plusieurs activités sont implantées sur une même unité foncière, leurs messages doivent être regroupés sur un seul et unique dispositif le long de chaque voie bordant l'unité foncière. De forme libre, il s'inscrit obligatoirement dans un volume présentant les caractéristiques suivantes :

Hauteur maximum : 3,5 mètres

Largeur maximum : 1 mètre

Epaisseur maximum : 0,50 mètre

Des drapeaux ou oriflammes peuvent être autorisés. Ils doivent être changés dès qu'ils sont salis ou endommagés.

#### Article 3.7 : Enseignes numériques

Les enseignes numériques sont interdites.

Tableau récapitulatif

	Zone 1 Centre-ville	Zone 2 Grands axes et zones d'activité	Zone 3 Secteurs résidentiels
Publicité non lumineuse murale	Interdite	RNP	RNP
Publicité non lumineuse scellée au sol	Interdite	RNP + monopied	Interdite
Chevalet	1 seul par établissement	Admis	Interdit
Publicité sur mobilier urbain	RNP	RNP	RNP
Publicité numérique hors mobilier urbain	Interdite	4 m <sup>2</sup>	Interdite
Publicité sur toiture ou terrasse	Interdite	Interdite	Interdite
Bâches de chantier	Interdite	RNP	Interdite
Bâches publicitaires	Interdite	RNP	Interdite
Publicité de petit format	RNP	RNP	RNP
Enseigne à plat	Hauteur des lettres 0,50 m	RNP	RNP
Enseigne perpendiculaire	1 par voie	RNP	RNP
Enseigne numérique scellée au sol	Interdite	Interdite	Interdite
Enseigne numérique murale	1 m <sup>2</sup>	8 m <sup>2</sup>	Interdite
Enseigne scellée au sol	Interdite sauf concession	Hauteur 4,5 m Largeur 1,2 m	Hauteur 3,5 m Largeur 1 m
Enseigne sur toiture	Interdite	Interdite	Interdite
Enseigne temporaire	10 jours avant 3 jours après	10 jours avant 3 jours après	10 jours avant 3 jours après
Horaires d'extinction	23 h / 7 h	23 h / 7 h	23 h / 7 h
Publicité ou enseigne numérique en vitrine	20 % de la vitrine	20 % de la vitrine	20 % de la vitrine

